

Une sévère mise en garde au président Erdogan

UE Les Vingt-Huit redoutent la fin de la « démocratie parlementaire »

► « La Turquie, chaque jour, s'éloigne de l'Europe », dénonce Jean-Claude Juncker.

► L'UE fera le point lundi.

► Mais Erdogan fait la sourde oreille.

Les conséquences de la mise en garde sont encore floues mais les Européens ont adressé mardi un sévère rappel à l'ordre à la Turquie du président Erdogan. « *La Turquie, chaque jour, s'éloigne de l'Europe* », a même martelé Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, lors d'une lecture donnée au Collège d'Europe, à Bruges. « *On approche d'un tournant, dit une source européenne, et de lignes rouges, comme le rétablissement de la peine de mort* ». L'exécutif européen, qui mène les négociations d'adhésion à l'Union européenne avec les pays candidats, dont la Turquie depuis octobre 2005, rendra public ce mercredi son rapport annuel sur les avancées enregistrées par ces pays en vue de rejoindre le « club européen ». Pour Ankara, le verdict s'annonce cinglant, après la vague de répression effrénée qui a suivi la tentative de coup d'Etat avortée du 15 juillet dernier, fomentée par une partie de l'armée.

La Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, a pris les devants, mardi, en publiant une longue déclaration « *au nom de l'UE et de ses Etats membres* ». Le texte a été coordonné lundi lors d'une réunion des ambassadeurs des Etats membres au Comité de Politique et de Sécurité de l'Union et adopté mardi à l'unanimité. C'est l'arrestation, fin de la semaine dernière, des co-présidents et d'une dizaine de députés du HDP, le deuxième parti d'opposition (pro-kurde) du pays, qui a mis le feu aux poudres.

« *Les tout derniers développements en Turquie* » suscitent la « *grave préoccupation* » des Européens, insiste leur déclaration. Ces « *développements extrêmement inquiétants affaiblissent l'Etat de droit, le respect des droits humains et des libertés fondamentales et compromettent la démocratie parlementaire en Turquie, tout en exacerbant les tensions dans le sud-est du pays et en aggravant la polarisation de la société turque* ». Bref, un glissement vers un despotisme de l'AKP islamo-conservateur au pouvoir, sans partage, totalement incompatible avec les exigences requises pour adhérer à l'UE... « *On ne peut pas céder sur nos principes* », souligne Juncker.

La déclaration des Vingt-Huit éveille aussi les « *restrictions continues à la liberté d'expres-*

sion (...) ». Et les Européens dénoncent la velléité, répétée récemment par Erdogan, de faire rétablir la peine de mort par une loi votée au Parlement.

Le spectre du retour de la peine capitale avait déjà amené le chef de la diplomatie belge Didier Reynders, cet été, à suggérer un gel des pourparlers d'adhésion, si le « *doute* » persistait :

« *La peine de mort est clairement une ligne rouge* », déclarait-il. Le ministre ne souhaite pas, selon son entourage, préciser aujourd'hui s'il conviendrait d'aller au-delà de cette déclaration, « *dans laquelle on se retrouve parfaitement* ». Les ministres européens des Affaires étrangères auront un « *échange de vue sur les développements récents en Turquie* » lors de leur réunion, lundi prochain. « *Pour voir où on en est, selon la source européenne. Si la Turquie ne progresse pas, le processus de négociation n'avance pas* ». Une « *suspension* » des

négociations est, en théorie, possible. Mais le débat de lundi devrait s'achever sans conclusions.

C'est que le débat est délicat. Il avait déjà échauffé les esprits lors d'une réunion informelle des mêmes ministres, début septembre à Bratislava. Les Européens doivent bien reconnaître aux autorités turques la légitimité d'une réaction « *proportionnée* » à cette tentative de coup d'Etat, sauvage et préoccupante. L'ampleur de la répression de

C'est l'arrestation des co-présidents et de députés du HDP d'opposition qui a mis le feu aux poudres

pans entiers de la société dépasse « d'évidence », selon la source européenne, la poursuite des vrais coupables. Au point que les Vingt-Huit exhortent Ankara de « sauvegarder sa démocratie parlementaire ». Mais comment « marquer le coup », quand les négociations d'adhésion font figure de dernier levier pour retenir ce pilier stratégique du flanc sud de l'Otan, immense pays à dominante musulmane et partenaire potentiel des Européens aux portes de la région la plus instable du monde, Syrie et Irak en tête ? Pas simple. Et pas simple de maintenir l'unité sur ce dossier. La déclaration conclut que la situation continuera à être « évaluée de très près » et que les Européens restent disposés à « continuer le

dialogue politique avec la Turquie à tous les niveaux ».

Federica Mogherini plaide pour « garder les voies de communication ouvertes et constructives avec la Turquie, pas seulement avec les autorités mais aussi la société civile, le parlement, les forces d'opposition ».

Le président turc, lui, assure que cela ne lui « fait rien qu'ils (les critiques en Europe, ndlr) me traitent de dictateur ou de quelque chose comme ça. Cela entre par une oreille et ressort par l'autre. Ce qui est important, c'est ce que mon peuple dit ». ■

PHILIPPE REGNIER

LE DEAL « MIGRANTS »

Visas maintenus si les lois anti-terroristes

ne changent pas

Jean-Claude Juncker prévient : « Il n'y aura pas de libéralisation des visas (qui permettrait aux Turcs détenteurs de passeports biométriques de voyager sans visas dans l'UE, NDLR) si la Turquie ne remplit pas les 72 conditions fixées, dont la révision de ses lois anti-terroristes » - sur lesquelles se base l'actuelle répression. Cette perspective avait été offerte aux Turcs en marge de l'accord de mars avec Ankara pour tarir l'afflux de migrants vers l'Europe. « M. Erdogan devra expliquer aux Turcs pourquoi ils ne peuvent pas voyager librement en Europe », ajoute le président de la Commission.

PH.R.